

Préface - Le sens pratique de l'hospitalité. Accueillir les étrangers en France, Anne Kerlane 1965-1983

Ouvrage dirigé par Michel Hastings, Bénédicte Héraud, 2021. ISBN :9782271133038

Catherine WIHTOL de WENDEN, directrice de recherche émérite au CNRS (Centre de recherches internationales (CERI), CNRS, Paris, France.

A l'heure de ce qui a été qualifié de crise de l'hospitalité et de crise de la solidarité face à l'arrivée des réfugiés en 2015 et , plus largement des arrivées de migrants sur les côtes méditerranéennes, sur fond de sécurisation des frontières européennes et de montée des populismes, il est nécessaire de s'interroger sur la façon dont s'est effectué l'accueil des étrangers en France dans les années 1960-1980.

Beaucoup ont sans doute oublié la période de l'accueil des étrangers dans ces années charnières où les Trente Glorieuses (1945-1975) ont fait place à la crise pétrolière de 1973 et aux débuts de la politique d'intégration. C'est tout l'intérêt de ce très bel ouvrage, qui recueille en cinq parties, entre la période dite de l'immigration non contrôlée (1965) et la veille de l'émergence du Front national aux élections municipales en 1983 mais aussi de l'aboutissement de la marche pour l'égalité et contre le racisme dite marche des beurs de 1983, de très riches analyses effectuées par des historiens, souvent professeurs agrégés d'histoire et géographie, et correspondants de l'Institut d'Histoire du temps présent (IHTP). Les différentes facettes de l'accueil, vues non du côté des politiques migratoires, mais des accueillants à l'échelon local y sont relatées, à partir d'archives et d'entretiens de terrain , révélant une multiplicité de figures de l'accueil aux quatre coins de la France.

Cet ouvrage est précédé d'une introduction qui annonce le point de vue adopté par le groupe de recherche : mettre l'accent sur la fabrication (souvent improvisée) de l'accueil plus que sur les accueillis et ou sur la politique publique de l'accueil ; privilégier une vue « par le bas », respecter la chronologie qui va des lendemains de la guerre d'Algérie à la montée du Front national le tout à travers le travail diversifié des dispositifs et contextes locaux. Les philosophes, anthropologues, sociologues, juristes s'étant penchés sur l'hospitalité sont convoqués par Miche Hastings (Emmanuel Kant, Emmanuel Lévinas, Michel Agier, Michael Walzer, Abdelmalek Sayad, Anne Gotman... Guillaume Le Blanc éclaire, suite à son ouvrage *La fin de l'hospitalité*, co-écrit avec Fabienne Brugère, les différentes frontières entre eux et nous et les étapes de l'accueil entre le mur et la porte, du secours à l'accueil et à l'appartenance, une réflexion qui a pris une place cruciale dans la « crise » migratoire de 2015 et ses suites. Mais l'accent, à travers les 26 contributions et les cinq parties de cet impressionnant travail est mis sur l'accueil de l'accueillant, dans sa dimension pratique et locale et faisant toute la place aux enquêtes collectives menées par les auteurs réunis au sein de l'IHTP.

Qui accueille ? Les accueillants sont souvent des militants : maires socialistes (comme à Hérouville Saint-Clair et à Mons-en Baroeul) menant des expériences d'élections de conseillers municipaux étrangers, thème très en cours au milieu des années 1970, mais qui n'a jamais abouti à conférer une citoyenneté locale aux étrangers non européens depuis plus de quarante ans. On rencontre aussi des militants syndicaux dans les comités de soutien aux luttes dans les entreprises, mais aussi des églises, des associations, soutenant les grévistes, des acteurs municipaux développant une hospitalité bricolée, en l'absence de dispositifs d'accueil et d'hébergement, des hauts fonctionnaires et des juristes livrant une bataille sur le terrain du droit et des idées comme au GISTI, des accueillants dans les gares comme à Hendaye, des bénévoles pour l'alphabétisation et l'action culturelle, une université, à Poitiers au service de l'image internationale de la France auprès des étudiants étrangers,

une grande entreprise automobile avec l'Ecole des étrangers chez Peugeot dans une approche qualifiée de « fonctionnalisme paternaliste » cherchant à leur faire une place dans l'usine et la société, des syndicalistes voyant dans les travailleurs étrangers, « une clientèle à conquérir et à défendre » dans les mobilisations collectives, des assistantes sociales soucieuses d'une morale de l'accueil. Beaucoup de cette hospitalité se fait dans une certaine transgression des institutions et du droit (recrutement illégal de sans papiers dans l'agriculture, revendication de droits politiques locaux, bataille juridique pour le regroupement familial), des pratiques (lutte contre le logement insalubre, remèdes aux gares non équipées pour l'accueil, substituts à l'absence de cours de langues), alternatives au regard porté sur l'Autre, considéré comme un bataillon d'invisibles. Beaucoup d'initiatives locales sont menées dans le bricolage et l'improvisation, faute de structures. Mais le militantisme, l'esprit d'hospitalité et le regard positif porté sur les luttes favorisent un esprit d'accueil, même s'il est parfois sous tension dans certains contextes locaux.

Les accueillis sont à la fois des immigrés portugais, turcs, maghrébins, arméniens, italiens, chiliens, au travail, parfois en conflit dans les usines, des saisonniers dans l'agriculture mais aussi dans leur vie quotidienne, à l'arrivée en gare, en quête de logement, en représentants élus dans les conseils consultatifs municipaux d'étrangers, dans les cours d'alphabétisation. On ne sait pas encore (et ils ne le savent pas eux-mêmes) s'ils resteront en France ou s'ils retourneront au pays. C'est une période charnière, où le recrutement par les employeurs face à un Etat dépassé par la demande de main d'œuvre laisse faire avant de tenter de reprendre en main le contrôle de l'immigration, puis de durcir sa politique, la crise économique venue. C'est en 1974 que le gouvernement suspend l'immigration de travail salarié et en 1978 que le regroupement familial est reconnu par le droit (arrêt Da Silva) et en 1981 que le droit d'association est reconnu aux étrangers. Tout se joue dans cette période-clé, celle où la France, pays d'immigration de main d'œuvre face aux besoins économiques de l'après-guerre, bascule en pays d'immigration d'installation, sans le savoir, du fait de la sédentarisation aléatoire des immigrés, la crise économique venant. La période est encore faite d'expériences généreuses, d'espoirs militants, d'accueil partagé, souvent fondé sur des solidarités politiques, non sans conflits. On voit ainsi Georges Pompidou, favorable à l'immigration de travail, s'opposer à ses ministres, les Eglises soutenir les ouvriers agricoles face aux employeurs de l'agriculture ou servir de point d'ancrage aux Arméniens, de concert avec la municipalité contre les habitants du lieu, les tenants d'une approche héritée du passé colonial face au monde de l'éducation populaire. Mais les vieux démons de l'entre-deux guerres ne sont pas toujours morts, comme la hiérarchisation entre les « bons étrangers » ex-indigènes (Vietnamiens) et les autres quant à l'intégration future.

On voit poindre la montée d'une politisation de la question migratoire à travers un militantisme sous ses différentes formes chez les accueillants et les immigrés eux-mêmes, depuis la politisation cachée des Portugais jusqu'aux luttes dans les usines et dans une citoyenneté territorialisée à travers les élus étrangers municipaux. Mais le contexte politique français que l'on perçoit en arrière fond en est encore à la dépolitisation du thème migratoire : le thème du social est dominant à travers le travail, le logement, la culture, l'action sociale et même le cinéma des années 1960-1980, que l'on trouve en épilogue. La France y apparaît comme une terre d'accueil malgré elle, dans un espace aux contours encore incertains. La figure de l'Autre ne fait pas encore l'objet d'une politisation à outrance, et n'est pas encore relayée par l'approche sécuritaire européenne. Il en ressort un très beau tableau.